

Concours de policier municipal

TESTEZ VOS CONNAISSANCES

Droit public

- Les questions sont posées de différentes manières pour obliger le candidat à changer de méthode de raisonnement.
- Répondez aux questions en cochant La ou les bonne (s) réponse (s) en un temps donné: 1heure.
- Reportez vous au corrigé pour connaître votre score

1. La décentralisation consiste à :

- ☐ déléguer des compétences à des fonctionnaires d'Etat
- ☐ transférer des compétences à des collectivités territoriales
- ☐ administrer depuis Paris

2. La déconcentration consiste à :

- ☐ déléguer des compétences à des fonctionnaires d'Etat
- ☐ transférer des compétences à des collectivités territoriales
- ☐ administrer depuis Paris

3. L'administration territoriale c'est :

- ☐ l'administration centrale
- ☐ l'administration décentralisée
- ☐ l'administration déconcentrée

4. Le pouvoir hiérarchique se traduit par :

- ☐ le pouvoir de notation
- ☐ le pouvoir réglementaire
- ☐ le pouvoir de réformation

5. Une circonscription administrative c'est :

- ☐ une personne de droit public
- ☐ une division du territoire national sans personnalité juridique
- ☐ une collectivité territoriale

6. L'arrondissement est :

- ☐ une collectivité territoriale
- ☐ une circonscription administrative
- ☐ une collectivité locale

7. Une collectivité territoriale dispose nécessairement :

- ☐ d'un conseil élu au suffrage universel direct
- ☐ d'un conseil et d'un exécutif élus au suffrage universel direct
- ☐ d'un exécutif élu au suffrage universel direct

8. La décentralisation:

- ☐ implique nécessairement un contrôle de l'Etat
- ☐ s'oppose catégoriquement à l'existence d'un contrôle de l'Etat
- ☐ peut supporter un contrôle de l'Etat

9. La décentralisation fonctionnelle consiste à :

- ☐ transférer des compétences spécialisées à un établissement public
- ☐ transférer des fonctions à une personne publique
- ☐ transférer des compétences à une collectivité territoriale

10. L'arrêt Labonne a reconnu un pouvoir réglementaire de police :

- ☐ au Président de la République
- ☐ au Chef du Gouvernement
- ☐ à chaque ministre

11. Le Premier ministre peut déléguer son pouvoir réglementaire

- ☐ au Président de la République
- ☐ aux ministres
- ☐ aux préfets

12. La consultation du Conseil d'Etat est obligatoire pour

- ☐ les projets de loi
- ☐ tous les décrets
- ☐ les ordonnances

13. Le Conseil économique et social examine :

- ☐ certains projets de loi
- ☐ tous les projets de loi
- ☐ certains décrets

14. Les Conseils restreints sont présidés par :

- ☐ le Président de la République
- ☐ le Premier ministre
- ☐ un ministre

15. Les comités interministériels sont présidés par :

- ☐ le Président de la République
- ☐ le Premier ministre
- ☐ un ministre

16. Le Secrétariat général du Gouvernement a été créé sous :

- ☐ la IIIe République
- ☐ la IVe République
- ☐ la Ve République

17. Les préfets sont nommés :

- ☐ par le ministre de l'intérieur
- ☐ par le Premier ministre
- ☐ en Conseil des ministres

18. Le préfet de département,

- ☐ anime les services déconcentrés de l'Etat dans le département
- ☐ coordonne les services déconcentrés de l'Etat dans le département
- ☐ dirige les services déconcentrés de l'Etat dans le département

19. Le préfet,

- ☐ est officier de police judiciaire
- ☐ exerce le pouvoir de police administrative
- ☐ est officier d'état civil

20. Le préfet est :

- ☐ l'unique ordonnateur secondaire du budget de l'Etat dans le département
- ☐ l'unique ordonnateur secondaire du budget du département
- ☐ l'unique ordonnateur du budget du département

21. Le nombre de conseillers municipaux varie de

- ☐ 5 à 55
- ☐ 9 à 69
- ☐ 9 à 99

22. Le nombre de conseillers « forains » ne peut être supérieur à :

- ☐ 1/2
- ☐ 1/3
- ☐ 1/4

23. Le mode de scrutin pour l'élection des conseillers municipaux, dans les communes de plus de 3500 h est :

- ☐ majoritaire
- ☐ proportionnel
- ☐ mixte

24. Le référendum municipal est décidé par :

- ☐ le maire
- ☐ le Conseil municipal
- ☐ la population elle-même

25. Le Conseil municipal se réunit au moins :

- ☐ 1 fois par an
- ☐ 2 fois par an

☐ 4 fois par an

26. Le Conseil municipal ne peut valablement délibérer si :

- ☐ la 1/2 de ses membres sont présents
- ☐ le 1/4 de ses membres sont présents
- ☐ le 1/3 de ses membres sont présents

27. Le vote en Conseil municipal se fait en principe :

- ☐ à main levée ou par assis et debout
- ☐ au scrutin secret
- ☐ au scrutin public

28. Le Conseil municipal adopte :

- ☐ des délibérations
- ☐ des recommandations
- ☐ des avis

29. Le maire est élu

- ☐ par la population
- ☐ par le Conseil municipal
- ☐ par les adjoints

30. Le nombre d'adjoints est :

- ☐ égal au minimum à 30% de l'effectif légal du Conseil municipal
- ☐ égal au maximum à 30% de l'effectif légal du Conseil municipal
- ☐ égal à 30% de l'effectif légal du Conseil municipal

31. Les fonctions de maire sont incompatibles avec

- ☐ les fonctions de Président du conseil général
- ☐ le mandat de député européen
- ☐ le mandat de député

32. Parmi les pouvoirs que le maire exerce au nom de l'Etat figure :

- ☐ la délivrance du permis de construire
- ☐ la publication des lois et règlements
- ☐ l'établissement des listes électorales

33. Les conseillers généraux sont élus

- ☐ à la représentation proportionnelle
- ☐ au scrutin majoritaire de liste
- ☐ au scrutin majoritaire uninominal

34. Le renouvellement du Conseil général se fait

- ☐ par moitié
- ☐ par tiers
- ☐ intégralement

35. Les conseillers généraux sont élus pour

- ☐ 4 ans
- ☐ 5 ans

☐ 6 ans

36. La commission permanente du Conseil général est élue

- ☐ à la proportionnelle
- ☐ au scrutin majoritaire
- ☐ selon un scrutin mixte

37. Les séances du Conseil général peuvent se tenir à huis clos si :

- ☐ le Président du Conseil général le décide
- ☐ la majorité du Conseil général le décide
- ☐ le bureau le décide

38. Les conseillers régionaux sont élus

- ☐ à la proportionnelle
- ☐ au scrutin majoritaire
- ☐ selon un scrutin mixte

39. Le Président du Conseil régional est élu pour :

- ☐ 4 ans
- ☐ 5 ans
- ☐ 6 ans

40. Le conseil économique et social régional est composé de membres

- ☐ nommés
- ☐ élus
- ☐ tirés au sort

41. La loi du 19 juillet 1999 a créé :

- ☐ la communauté urbaine
- ☐ la communauté de ville
- ☐ la communauté d'agglomération

42. Le Conseil de Paris agit au nom

- ☐ de la commune
- ☐ du département
- ☐ de la région

43. La Corse est

- ☐ une région
- ☐ un département
- ☐ une collectivité territoriale «sui généréis »

44. La Guadeloupe est :

- ☐ un département d'outre mer
- ☐ un territoire d'outre mer
- ☐ une région

45. Les cours administratives d'appel sont au nombre de :

- ☐ 5
- ☐ 6

☐ 7

46. Sont exclus de la compétence des cours administratives d'appel

- ☐ le contentieux des élections municipales et cantonales
- ☐ les recours en appréciation de légalité
- ☐ le contentieux de l'urbanisme

47. Le Conseil d'Etat a été créé :

- ☐ sous le consulat
- ☐ sous l'empire
- ☐ sous la restauration

48. La Cour des comptes

- ☐ juge les ordonnateurs
- ☐ juge les comptables
- ☐ juge les ordonnateurs et les comptables

49 La Cour des comptes relève du Conseil d'Etat

- ☐ par la voie de l'appel
- ☐ par la voie de la cassation
- ☐ par la voie de l'appel et de la cassation

50 Les Chambres régionales des comptes ont des activités

- ☐ uniquement juridictionnelles
- ☐ juridictionnelles et administratives
- ☐ uniquement administratives